

# Conférence de presse de Higgs

## Vendredi 5 novembre

### réalité vs fiction

#### Ce que le gouvernement a dit

« Il n'y avait pas d'autres solutions pour cette ordonnance d'urgence obligatoire » - Flemming

« Ceci n'a rien à faire avec les relations de travail » - Flemming

Nous avons rencontré les représentants du SCFP pendant 9 heures hier - Higgs

On avait une entente hier soir - Higgs

Le SCFP a dit nous n'acceptons pas l'offre et personne ne retourne au travail - Higgs

Le SCFP a modifié le montage financier parce qu'il ne suffit plus. – Higgs

Nous avons mis de côté le régime de retraite - Higgs

#### LA RÉALITÉ

Higgs aurait pu négocier un accord qui paye un salaire réel aux travailleurs de soins de santé et les travailleurs de chaîne d'approvisionnement dans les services de buanderie et de lingerie, pour le précieux travail qu'ils accomplissent.

L'ordonnance d'urgence prive ces travailleurs à leur droit de la libre négociation collective et à leur droit de grève. Le gouvernement crée une situation injuste avec cette ordonnance.

Les conversations en personne étaient d'une durée de deux heures. La délégation du SCFP a été laissée seule dans une salle séparée pendant plusieurs heures.

Il n'y avait AUCUNE entente hier soir. Le gouvernement a présenté une offre. La délégation du SCFP a avisé qu'elle apportera cette offre à l'équipe de négociation centralisée. Il n'y a eu aucune promesse à recommander l'offre.

Le SCFP a présenté une contre-offre que – si Higgs accepte – tous les employés qui sont en grève et en lock-out retournent immédiatement au travail.

La contre-offre du SCFP comprend 0,25 \$/heure supplémentaire en 4 et 5 ans pour compenser pour tous les items non résolus qui ont été retirés de la table; plusieurs qui sont des éléments monétaires.

La négociation centralisée a toujours été pour les salaires et rien d'autre. Higgs est obsédé sur la concession de la pension pour les employés en éducation. Higgs met un retard sur les négociations en attaquant 2 de 10 sections locales du SCFP. Higgs a rejeté la proposition du SCFP d'enlever la pension de la table de négociation